



La Commune



France : « Vous n'êtes plus nos élus. Rentrez à la maison ! »

Chronique hebdo n°10 du 26 avril au 3 mai 2009

supplément à

la Commune

journal en langue française de militants du NPA
membres du courant international Mouvement Socialiste des Travailleurs-
International-(IV^{ème}Internationale)

n°10 du 26 avril au 3 mai 2009

"La lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu"
(Karl Marx)

**SOMMAIRE : France : " Vous n'êtes plus nos élus.
Rentrez à la maison ! "**

Nos liens :

Venezuela: www.aporrea.org
www.mareasocialista.com

Argentine : www.mst.org.ar

France : www.npa2009.org

Annexes

1. Les plans sociaux se multiplient

LE PARISIEN B.M. 02.02.2009, 07h00

Lutte de classes en France

Caterpillar- première leçon

**" Vous n'êtes plus nos élus. Rentrez à la
maison ! "**

Sous-préfecture dévastée, représentants syndicaux malmenés par les salariés, coupures de courant " illégales ",

séquestrations...

Soudainement, tous ces conflits cloisonnés, morcelés par le " savoir- faire " et la " stratégie " soigneusement mise au point par des dirigeants syndicaux aux ordres, tendent à prendre leur propre chemin, leur propre direction. D'abord, à tâtons. D'abord, c'est une avant-garde qui décide de sortir des sentiers battus. Non pas une avant-garde " d'extrême-gauche " qui aurait en tête un plan de transformation sociale mais, bien plutôt, une avant-garde de salariés exaspérés, puis des couches plus larges...

Evidemment, les moyens employés par les salariés de Continental, Caterpillar, Molex sont décriés par le gouvernement qui a demandé des poursuites judiciaires, des interpellations. Mais, il se trouve aussi à gauche des hommes politiques prompts à hurler avec les loups. Comme par exemple, Manuel Vals, devant les micros de RTL, le 22 avril :

" Il y a incontestablement beaucoup de désespoir, beaucoup de révolte, beaucoup d'inquiétude de la part de centaines de milliers de salariés sur leur propre emploi, sur leur maison qu'on n'arrive pas à payer, sur l'avenir de leurs enfants et de leur famille (...). On ne peut pas être complaisant par rapport aux actes de violence, il faut les condamner et en même temps, il faut garder la porte ouverte, le dialogue toujours doit être présent pour essayer de trouver des solutions (...) qui correspondent à l'état des entreprises "

Trouver des solutions qui correspondent à l'état des entreprises, tel est le dernier mot de ce leader du PS, lieutenant de Ségolène Royal ! Vaste programme, en effet. Les solutions qui " correspondent à l'état des entreprises ", les salariés connaissent ! Ces " solutions " se soldent invariablement par des licenciements, des fermetures de services, de sites. Comme, par exemple, celle qui avait été ratifiée par le CE de Caterpillar, le 19 avril.

Du jamais vu ! Un Plan social dit de " fin de conflit ", signé par les représentants du personnel CGT et FO au Comité d'Entreprise que la Justice vient de refuser de valider.

GRENOBLE (AFP) - 27/04/09 14:43

Caterpillar: la justice débouté la direction, renvoie aux négociations

La justice a débouté lundi à Grenoble la direction de Caterpillar, qui lui demandait de valider son plan social de 733 licenciements, l'invitant à reprendre les négociations avec les syndicats sous 15 jours.

" Le juge (des référés du tribunal de grande instance de Grenoble) a donné une quinzaine de jours pour permettre au comité d'entreprise et à la direction d'organiser deux nouvelles réunions pour négocier le plan de sauvegarde de l'emploi ", a déclaré le secrétaire du comité d'entreprise, Robert Gamez, à sa sortie du tribunal.

Présent à ses côtés, l'avocat du comité d'entreprise, Me Pierre Janot, a aussitôt annoncé la décision à environ 200 salariés massés devant le tribunal, qui l'ont acclamé alors qu'il faisait le signe de la victoire.

Vendredi dernier, la direction avait assigné en justice le comité d'entreprise afin de faire valider le plan de sauvegarde de l'emploi, annoncé en février.

La voie légale avait été choisie à la suite du rejet par les salariés d'un plan de fin de conflit signé le 19 avril à Paris entre la direction et des élus du CE, qui se sont par la suite rétractés.

Ce plan ramenait notamment de 733 à 600 le nombre de licenciements en contrepartie de la conclusion d'un accord sur l'aménagement du temps de travail.

Mais, pour comprendre ce dernier rebondissement, revenons quelques jours en arrière

"Maintenant, c'est nous les ouvriers qui décidons, ce ne sont plus les délégués"

LE PARISIEN 20.04.2009, 08h02 Mise à jour : 20h21

Quelque 200 salariés de Caterpillar, furieux des conditions de l'accord de fin de conflit signé la veille Bercy avec la direction, ont brièvement interrompu lundi une assemblée générale des syndicats du constructeur américain d'engins de chantiers en Isère. L'AG devait permettre aux délégués syndicaux de détailler les termes de l'accord.

Des manifestants se sont alors rendus à la direction départementale du travail afin de bloquer les négociations se poursuivant sur certains points du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Les syndicats débordés par leur base

L'AG perturbée a finalement repris dans l'après-midi sur le site de Grenoble, dans une atmosphère de défiance et de débordement des syndicats par la base. " Il y a trop d'avis divergents ", a déclaré un de ces salariés en colère, sous couvert de l'anonymat, augurant mal de l'adoption par référendum salarial de ce plan, prévue d'ici à mercredi.

Cet accord, censé mettre fin à deux mois de conflit marqués notamment par la séquestration de cadres, prévoit que la direction s'engage à assurer la pérennité des sites de Grenoble et Echirolles. Il confirme que le nombre de suppressions de postes est ramené de 733 à 600. " Insuffisant ", a estimé lundi Pierre Piccarreta de la CGT, précisant que les négociations achoppaient notamment sur l'accompagnement des ouvriers licenciés.

Un ouvrier : " On reprend le travail à contrecœur "

"Maintenant, c'est nous les ouvriers qui décidons, ce ne sont plus les délégués" syndicaux, a déclaré à l'AFP Jamel Kheddache, l'un des manifestants, alors que la foule chantait "aux armes, nous sommes les salariés, nous sommes en colère, on va gagner, et Cater va devoir payer".

La journée semblait pourtant avoir bien commencé, avec la reprise le matin d'une partie des 2.000 salariés de Grenoble et Echirolles, au chômage partiel. "On reprend le travail à contrecœur", avait cependant confié un ouvrier sous couvert de l'anonymat. D'autres salariés disaient leur lassitude. "Je ne vais pas aller au casse-pipe pour eux", a ainsi relevé avec amertume Kamel Dhakouni, un participant de la première heure du mouvement de protestation, évoquant ses collègues ayant repris le chemin du travail. (...)

Social

" Réunion houleuse chez Caterpillar "
Grenoble (Isère)

Serge Pueyo 21.04.2009, 07h00

La fin du conflit semblait proche à Caterpillar, après la signature d'un protocole d'accord entre syndicats et direction, dimanche, à Paris. Mais 200 irréductibles ont rejeté hier ces propositions, s'estimant même trahis par leurs représentants syndicaux à qui ils s'en sont pris physiquement. Dans la matinée, en face du site de Grenoble, la tension est vite montée à la maison du comité d'entreprise de Caterpillar où 200 salariés (sur les 2 500 que compte l'entreprise) s'étaient réunis en assemblée générale.

Alors que Pierre Picaretta, délégué CGT, finit de lire le protocole d'accord, des cris de colère fusent dans la salle : " On s'est fait avoir. On n'a rien obtenu. C'est nul. " Yann, un ouvrier en colère, explose : " Après cinq semaines de mouvement, on revient à la case départ. La direction envisage 600 licenciements. C'est ce chiffre qui avait déjà été annoncé en janvier, avant qu'il ne monte à 733 en février. On espérait descendre à 450 licenciements. C'est la déception totale. "

Des oeufs et des pétards

A 14 h 30, la tension monte encore. Les 200 irréductibles de " Cater " interrompent leur AG et se dirigent vers la Direction départementale du travail et de l'emploi pour empêcher les élus syndicaux qui avaient négocié à Paris de rencontrer à nouveau la direction. " Vous n'êtes plus nos élus. Rentrez à la maison ", hurlent des ouvriers. Des oeufs et des pétards sont lancés. La police arrive. " Je n'en mène pas large. Je comprends la colère et l'amertume des gens, mais on pourrait éviter d'en arriver à l'affrontement ", confie Patrick Cohen, délégué CGT.

Retour vers la maison du comité d'entreprise. Bombardé d'oeufs, Robert Gamez (FO), le secrétaire du CE, bat en retraite. Un ouvrier assume : " C'est le résultat du désespoir de certains salariés. Si on en est là, c'est à cause des délégués. Ils se sont fait avoir à Paris. " Denis, un solide gaillard, reste déterminé : " On est 200, mais on ne lâchera pas. On n'a jamais employé la violence jusqu'à présent, mais certains de mes collègues sont à bout. Il y a des risques de dérapages. "

Les 200 irréductibles rejettent aussi le référendum prévu dans le protocole d'accord. En cas de vote, ils seront minoritaires face aux non-grévistes qui ont repris le travail hier après du chômage partiel. " S'il y a référendum, c'est uniquement avec ceux qui participent au mouvement depuis le début ", déclare un gréviste. Luc Chatel, secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie, s'est félicité hier de l'engagement de la direction de pérenniser les sites de Grenoble et d'Echirolles. " C'était une promesse de Nicolas Sarkozy et elle a été tenue."

Séquestrations, mise à sac de la sous-préfecture : un nouveau palier est franchi

Ce qui frappe tout autant, c'est la simultanéité des événements :

Au moment où les salariés de Caterpillar se dressent contre les dirigeants syndicaux qui apposent leur griffe sur les accords scélérats, les salariés de Molex séquestrent des hauts-cadres licenciés et les salariés de Continental mettent à sac la sous-préfecture de Compiègne. Dans le même temps, des agents d'ErDF provoquent des coupures de courant, font basculer des usagers en " heures creuses ", rétablissent le courant dans des foyers des familles en difficulté et se faisant appeler les " Robins des bois de l'électricité ". L'UMP, Le Figaro et quelques autres voudraient y voir " la main de l'extrême-gauche " et en particulier du NPA. " *Tout cela est piloté de l'extérieur* " assure le patron séquestré de Molex. Xavier Bertrand tient les coupables de l'attaque de la sous-préfecture : " *J'y vois l'action de certains manipulateurs d'extrême gauche. Il y a des militants d'extrême gauche qui sont dans certains conflits et qui n'ont qu'une seule volonté, attiser la violence* ". Ces gens-là ne comprennent pas ce qui se passe réellement

Plus lucide, le quotidien patronal Les Echos du 17 avril observe

" Dans un Etat de droit, seul l'Etat a le droit d'enfermer. Il a le monopole de la violence légitime. C'est un pilier de la démocratie, un principe que nul ne devrait contester. Or il est battu en brèche. Par des salariés qui enferment leurs dirigeants, souvent avec l'appui des syndicats locaux. Par la majorité des Français, dont deux tiers estiment que ces actions illégales ne devraient pas être sanctionnées par la justice. Et même par des patrons, prêts à confier que certains de leurs collègues ne font que récolter la colère qu'ils ont semée.

Une remise en cause aussi forte du droit de chacun à la liberté ne peut pas venir seulement d'un coup de chaud de quelques militants fiévreux dans le feu d'une négociation bloquée. Ses racines sont plus profondes. Les séquestrations récentes de 3M, Caterpillar, Scapa ou Faurecia s'inscrivent dans une longue tradition d'opérations similaires - grèves de 1936, Lip en 1973, Usinor en 1982"

Le refus des directions syndicales confédérales d'appeler à la grève générale interprofessionnelle ou, à défaut, à la montée nationale sur Paris à l'Assemblée nationale ou sur l'Élysée crée un vide dans lequel des actions qui s'annonçaient comme sporadiques, isolées et désespérées frayent le chemin au rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, au règlement général des comptes.

Chez Caterpillar, une avant-garde déterminée de 200 salariés décide de passer par-dessus les appareils pour imposer la volonté de l'ensemble des salariés à une poignée de " représentants du personnel ".

Chez Continental, la mise à sac de la sous-préfecture est menée sans ordre, ni consigne " d'en haut ", à chaud.

De même, pour les gaziers et électriciens. L'intervention sur le courant électrique, sous forme de coupures ou de " rétablissement ", sont des " techniques ", comme dirait Charles, mises au point à l'initiative des grévistes eux-mêmes.

Dans les faits, dans les actes, sinon en paroles, les grévistes remettent en cause les plans de licenciements et les combattent bec et ongles, par tous les moyens nécessaires à leur disposition, faisant voler en éclat les accords scélérats. Certes, la conscience, comme toujours, se fait après coup, au cours même de la lutte. Il n'est pas question ici d'une " radicalité " platonique et discursive. Il s'agit de la radicalisation frontale, directe, sans ambages, à mains nues.

La séquestration d'un co-gérant et de sa DRH chez Molex à Villemur est-elle autre chose que la remise en cause des plans de licenciement ? Est-elle autre chose que l'expression du refus du plan social ?

Selon Le Parisien,

" Les revendications des salariés se résument à trois points : le maintien de l'activité du site de Villemur, menacé de fermeture en juin avec 281 suppressions de postes, le retour d'un stock de pièces situé aux Pays-Bas, estimé à 5 millions d'euros, et le versement de 100 millions d'euros destiné à compenser le préjudice."

Rien qui ressemble de près ou de loin à des suppliques pour un meilleur plan social et des indemnités de licenciements plus importantes.

Le co-gérant séquestré ne s'y trompe pas :

" Molex est en mauvaise santé. On a licencié plus de 8 000 salariés dans le groupe, soit 25 % du personnel. Je suis surpris car, ici, c'est le seul site où ça ne se passe pas correctement. C'est dommage et très pénible "

(Sources : Le Parisien. Lysiane Beaumel | 22.04.2009, 07h00)-

Changement d'humeur et " risque révolutionnaire "

Les camarades de " La Riposte " (dommage qu'ils soient ... au PCF) apportent un éclairage intéressant sur la situation qui se forme :

" Les séquestrations sont une illustration, parmi d'autres, du changement d'humeur qui est en train de s'opérer, dans la classe ouvrière. Elles ne sont pas un phénomène nouveau, mais leur multiplication marque un tournant. En bloquant leur patron dans un bureau pour le forcer à discuter, les salariés disent, d'une certaine façon : " Nous sommes ici chez nous. Nous y faisons ce que nous voulons. ". Et ce qui effraie les capitalistes, c'est qu'il s'agit là d'un premier pas en direction d'une occupation de l'usine. Or, l'occupation d'une entreprise est justement la meilleure façon d'engager la lutte contre une fermeture, une délocalisation ou un plan de licenciements."

A cette étape, c'est de cette façon que les salariés se fraient leur chemin vers la grève générale, c'est par ces " techniques " qu'ils rompent le cloisonnement et commencent à renverser les palissades qui les séparent de l'arène politique.

Dominique de Villepin, ancien Premier ministre, lui-même, s'en inquiète :

" Face à cette "situation difficile, voire dangereuse", qu'il explique par une "forte colère" et un "désespoir", l'ancien Premier ministre appelle le gouvernement à "passer à la vitesse supérieure" en matière sociale.

Dominique de Villepin, ancien Premier ministre (UMP), estime qu'il y a "un risque révolutionnaire" en France, où une "forte colère s'exprime" dans le domaine social.

Le chef de gouvernement de Jacques Chirac s'est exprimé lors de l'émission Le Grand Rendez-vous (Europe 1/Le parisien-Aujourd'hui en France) à propos de la crise économique et des mouvements de salariés menacés de licenciement.

Face à cette "situation difficile, voire dangereuse", qu'il a expliquée par une "forte colère qui s'exprime dans notre pays", un "désespoir", Villepin a appelé le gouvernement à "passer à la vitesse supérieure" en matière sociale. " (Source AFP 19 04 09)

l'actuel Premier ministre ne nie pas ces "risques révolutionnaires" mais juge sans doute déplacé et dangereux d'en faire mention.

LE PARISIEN 22.04.2009, 09h05

"Le Premier ministre François Fillon a déclaré mercredi que son prédécesseur Dominique de Villepin n'avait pas eu "une attitude responsable" en évoquant "un risque révolutionnaire" en France, et n'avait pas "une grande expérience du dialogue social".

"Je pense que c'est, de la part de quelqu'un qui a été à la tête du gouvernement français, une attitude qui n'est pas responsable. Il est vrai qu'il n'a pas une grande expérience du dialogue social", a affirmé M.Fillon sur France Inter.

Le discours "d'un certain nombre d'hommes politiques" "tranche très fortement avec celui des organisations syndicales, qui elles sont extrêmement responsables dans ce climat, parce qu'elles savent très bien les dangers qu'il y a pour les salariés à laisser éclater une violence qui ne débouchera sur rien", a ajouté le Premier ministre.

"Je pense que beaucoup de responsables politiques devraient prendre exemple sur les responsables syndicaux", a-t-il conclu."

Qu'en pensent donc les intéressés eux-mêmes ?

Maryse Dumas : une nouvelle langue de bois pour de vieilles combines

Dans un entretien qu'elle livre au " gratuit " Direct matin plus, Maryse Dumas répond :

*"Plutôt que de se féliciter de " l'esprit de responsabilité des dirigeants syndicaux nationaux ", le Premier ministre serait bien avisé de dissuader les entreprises et ses propres ministres de répondre par la répression. **Cela ne pourrait qu'en rajouter dans un climat déjà tendu**".*

Mais lorsque le journaliste lui demande si la CGT approuve les séquestrations et les actions parfois violentes, Maryse Dumas est catégorique :


"Nous savons que ces actions relèvent plus de la colère et du désespoir que d'une stratégie consciente. Nous attirons l'attention des salariés sur le fait qu'il s'agit d'impasses. Pour gagner, il faut savoir rassembler avec des formes d'action démocratique"

C'est une condamnation à peine voilée des actions menées par les salariés de Caterpillar, Continental, Molex, etc.

Mais là n'est pas encore le plus grave. A la question *"Que signifie, pour vous, obtenir des succès ? Est-ce maintenir les emplois alors que les fermetures semblent inéluctables, ou obtenir le plus gros chèque de départ ?"* Maryse Dumas répond : *" La CGT se bat, d'une part, pour des solutions alternatives aux suppressions d'emploi avec des propositions économiques. **Et, dans le même temps, pour une indemnisation la plus élevée possible des salariés** ". Que veut dire au juste " des solutions alternatives aux suppressions d'emploi" ? Maryse Dumas n'ose pas dire le mot : reclassement ou reconversion et autres revendications empoisonnées faisant miroiter des indemnités de départ plus consistantes. Surtout, pas question pour la dirigeante de la Confédération CGT de dire : " pas un seul licenciement, pas une seule suppression d'emploi, pas une seule fermeture d'usine " !*

De cela, pas question car Maryse Dumas a plus d'une " alternative " dans son sac :

*"Nous voulons - énonce t-elle **une sécurité sociale professionnelle** qui permette le maintien du contrat de travail et du salaire, le droit à la formation continue, jusqu'à ce que le reclassement dans un autre emploi soit effectif. Les entreprises doivent être mises à contribution pour le financer"*

Cette autre revendication empoisonnée est, au mieux, une utopie réactionnaire, au pire une invention fumeuse précisément pour éviter d'avoir à organiser le combat pour interdire les licenciements. Appliquée à la réalité, cette " sécurité sociale professionnelle " ne serait rien d'autre qu'un vaste " plan social " généralisé à tout le pays, orchestrant et ordonnant la mobilité géographique et professionnelle permanente des salariés, contraints de se reconvertir en permanence, d'aller d'un " bassin d'emploi " à l'autre, troquant le CDI contre un " contrat d'activité " 

Dans l'immédiat, c'est surtout une parade bureaucratique pour contrer l'exigence d'une loi interdisant les licenciements. Proposition qui, à l'origine, était portée, il y a trente ans, par les députés PCF.

Pour l'interdiction totale des licenciements

Aujourd'hui, le NPA, conséquemment, en fait un axe central de bataille :

"Tout est une question de rapport de forces. Dans les années 1970, les salariés victimes d'un licenciement économique touchaient 90% de leur salaire pendant un an. Jusqu'en 1987, l'Etat devait donner son autorisation pour les licenciements économiques collectifs. Il y a quelques années encore, la loi ne reconnaissait le licenciement économique que si l'entreprise était réellement en difficulté financière. Dans les vingt dernières années, c'est le patronat qui a mené l'offensive, récupérant 10% du PIB à son profit et poussant toutes les lois à son avantage. Aujourd'hui, la crise montre l'injustice, le caractère de classe d'un système qui ne protège que les possédants. Imposer l'interdiction est possible, comme les salariés ont imposé la journée de huit heures, les 40 heures, les congés payés, l'interdiction du travail des enfants. Le patronat n'accepte que les réformes que l'on lui impose. La plupart des droits obtenus par les salariés, mais aussi les droits des femmes, l'ont été par l'action collective. Imposer l'interdiction des licenciements, c'est imposer le droit à l'emploi, à la reconnaissance d'un droit social, c'est enfoncer un coin décisif dans la propriété privée des moyens de production, dans le pouvoir du patronat. Ils se sont assez gavés en profitant de notre travail et de lois d'injustice sociale. C'est le moment d'inverser la vapeur. La colère des Continental, des Sony, des Caterpillar ne doit pas rester isolée et sans issue. La Guadeloupe nous montre ce que l'on peut faire quand on est unis et déterminés." (Sources : NPA arguments pour : l'interdiction des licenciements jeudi 9 avril 2009)

Combattant pour l'interdiction totale des licenciements, le NPA se place résolument aux côtés des salariés qui défendent leur emploi. Interrogé sur les séquestrations et sur le saccage de la sous-préfecture de Compiègne, Olivier Besancenot répond haut et clair : "Je soutiens les salariés dans toute forme d'action, ne comptez pas sur moi pour les désapprouver". A cette étape, fort judicieusement, il propose devant les salariés de Molex qui manifestaient le 22 avril contre la fermeture de leur entreprise d' " organiser au mois de mai une marche nationale sur Paris pour que soient abordés les vrais problèmes et les vraies solutions", avec " en tête les salariés de Molex, de Continental, de Caterpillar... " " Nous avons proposé un rassemblement unitaire des forces syndicales et politiques, au lieu de défiler les uns après les autres", a-t-il dit.

Le contenu des actions encore éparses que mènent les salariés, indépendamment de la conscience que peuvent en avoir les protagonistes, se résume dans ces quelques mots d'ordre :

Pas un seul licenciement ! Pas une seule fermeture d'usine, de service, d'atelier, de dépôt! Pas une seule délocalisation ! Pas une seule restructuration ! Interdiction totale des licenciements !

Tel est le point de départ des solutions ouvrières, anticapitalistes à la crise pour lesquelles le NPA se construit.

Si nous devons faire la synthèse des propos tenus simultanément par Villepin et Fillon sur la situation qui s'ouvre en France, nous dirions qu'il y a un risque révolutionnaire majeur en France- s'il on en croit Villepin et que, devant ce risque, le dernier rempart, ce sont les " responsables syndicaux ", si l'on en croit Fillon. Les " Caterpillar " en ont tiré une première leçon : "Maintenant, c'est nous les ouvriers qui décidons, ce ne sont plus les délégués".

A n'en pas manquer, cette leçon va mûrir et se propager d'entreprises en entreprises, de services en services, de localité en localité.

Le 26 avril 2009

Comité éditorial

Annexe n°1

Les plans sociaux se multiplient

LE PARISIEN B.M. 02.02.2009, 07h00

Aux quatre coins de la France, les entreprises sentent passer le souffle de la tempête économique. Mesures de chômage technique ou plans sociaux, aucun secteur n'est épargné. Sans être exhaustive, cette liste est un indicateur de la gravité de la situation.

Agro-alimentaire.

Suppression de 296 emplois chez Amora-Maille avec fermeture des sites de Dijon (Côte-d'Or) et d'Appoigny (Yonne).

Chez Jean Caby, 350 emplois devraient être supprimés.

Automobile.

Chômage partiel et 3 550 départs non remplacés chez PSA (Peugeot-Citroën), 4 000 chez Renault avec suppression de 900 postes. Chez Faurecia, 1 215 suppressions de postes. Valeo en prévoit 1 600 dont 116 à Mondeville (Calvados). Fulmen va licencier 314 salariés à Auxerre (Yonne) et délocaliser en Pologne. Menace sur 350 postes à Hourdain (Nord) chez Sevelnord. Suppression prévue de 150 emplois chez Visteon.

Banques.

Suppression de 450 emplois chez Natixis et de 450 chez Calyon (banque d'affaires du Crédit agricole).

Chimie-métallurgie.

Menace de fermeture du site Celanese de Pardies (Pyrénées-Atlantiques). Menace d'arrêt de production chez ArcelorMittal à Florange (Moselle). Rio Tinto devrait supprimer 680 postes en France.

Construction.

Suppression de 135 emplois chez Compobaie, de 358 chez Manitowoc (ex-Potain).

Pharmacie.

Vingt-cinq plans sociaux mis en route en 2008 concernent " potentiellement 5 025 salariés et les deux tiers des visiteurs médicaux " en France. Dont 927 chez Sanofi-Aventis et 892 chez Pfizer.

Services-commerce.

Suppression de 489 postes chez Randstad-Vedior et de 600 emplois chez Adecco. La Redoute va supprimer 672 emplois, la Camif 946 tandis que 400 sont menacés aux Trois Suisses.

Sports-loisirs.

Chômage partiel (deux mois jusqu'au 31 mars) chez Salomon et Dynastar, les fabricants de skis, chaussures et fixations.

Technologies

Microsoft va supprimer 5 000 emplois dans le monde d'ici à dix-huit mois et STMicroelectronics 4 500 postes. Menace sur une partie des 20 000 emplois de Schneider Electric en France. 580 suppressions d'emplois prévues en France chez Hewlett-Packard et 300 chez Molex. Menace sur 305 postes chez Texas Instrument à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

Transports.

Les entreprises de transport routier s'apprêtent à supprimer 40 000 postes. Le loueur de voitures Hertz prévoit la suppression de 4 000 personnes dans le monde.

Le Parisien

Modifié le dimanche 12 juillet 2009

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... »



« La colère sociale est là » ...

A la question : « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>